



YVES CLOUET
CIRAD-Tera

LE ZONAGE À DIRE D'ACTEURS

Méthode et perspectives



Photo : Christian Féau

Photo 1. Femmes ivoiriennes travaillant une rizière dans une zone forestière.
Côte d'Ivoire women working in a paddyfield in a forested area.

La méthode de zonage proposée s'appuie sur les connaissances que les acteurs locaux et régionaux ont de leur territoire. Simple et efficace, elle s'inscrit dans une logique de développement local qui mérite l'attention des forestiers.

Les « experts » ont longtemps été les principaux pourvoyeurs de connaissances en matière de développement rural. Mais le désengagement des États, l'organisation de la société civile et la décentralisation des pouvoirs multiplient les acteurs, les points de vue et les sources de décision. On peut regretter cette dilution du pouvoir, mais l'exigence d'un développement localisé, diversifié, fondé sur l'échange des « savoirs » et des « vouloirs » entre résidents et intervenants externes (experts, agents de développement) se fait sentir. Sans chercher à résoudre tous les problèmes posés par des années d'expériences plus ou moins heureuses en matière de développement, le bref exposé qui suit fait le point sur une démarche en cours : le zonage à dire d'acteurs. Simple et efficace, cette démarche s'inscrit dans une logique de développement local qui mérite l'attention des forestiers.

- « Le zonage » est bien connu des praticiens du monde rural (BILLAZ, DIAWARA, 1981 ; MERCOIRET, 1992). Il fait référence à la diversité du territoire que l'on découpe en zones, suivant des critères (écologiques,

démographiques...), pour y intervenir en tenant compte de la spécificité de chaque zone. Il est proche de la « stratification » dans les inventaires forestiers.

- « Les dires d'acteurs » enrichissent la démarche précédente. Ce zonage tient compte de ce que disent et veulent les acteurs locaux ou régionaux (collectivités locales, organisations paysannes, groupes de pression...) sur chacune de ces zones, considérée comme une « unité de développement ». Il structure et donne un statut à ce « savoir et ce vouloir populaire » tout en ayant le souci d'y intégrer les autres données disponibles (statistiques, cartographiques, etc.), dans une perspective de développement. Ces données sont cependant considérées comme secondaires.

Cette démarche, qui a pour objet principal l'aménagement du territoire par les populations qui y résident, a débuté dans les zones tropicales où intervenait la coopération française, lors des années 60 à 70, par des préoccupations productivistes liées aux contraintes écologiques (CAVALIE *et al.*, 1983). Elle



Photo : Christian Poisson

Photo 2. Promouvoir des usages multiples de la forêt tropicale (Tahiti, Polynésie française).
Promoting multiple uses in tropical forests (Tahiti, French Polynesia).



s'est ensuite enrichie, vers les années 80, des apports de la recherche-développement (JOUVE, DAVID, 1985) et (ALBALADEJO, 1987). Enfin, dès les années 90, elle prend en compte les innovations des approches participatives et environnementales (GUIGT, VAN VELDHIJZEN, 1998). Ces apports s'intègrent bien dans la mesure où ils prennent comme références le territoire et la façon dont les hommes le transforment, tout en essayant d'aborder le difficile problème d'une gestion plus décentralisée, plus démocratique et plus durable des ressources.

COGESTION FORESTIÈRE

En matière forestière, les évolutions sont différentes mais à une gestion longtemps centralisée fait actuellement place une cogestion soucieuse d'intégrer les populations locales qui « *plantent des arbres jugés utiles pour leur alimentation..., en abattent d'autres pour établir leurs champs..., ce faisant, font évoluer l'écosystème dans lequel elles vivent et y mettent un certain ordre, le leur* » (PÉNELON *et al.*, 1998). Les aménagements forestiers résultent désormais d'un dialogue entre les forestiers et la population.

Ces évolutions exigent cependant de nouvelles procédures, de nouvelles méthodes d'analyse des situations et d'intervention concernant les orientations à prendre sur le plan économique (option industrielle ou agricole ou combinée et à quel degré ?), territorial (quel massif mettre en exploitation ?) et social (quels sont les groupes sociaux prioritaires ?). Le zonage à dire d'acteurs répond en grande partie à ces exigences et apporte son lot d'innovations. Ces dernières peuvent évidemment enrichir les méthodes actuellement développées en matière de « cogestion forestière ».

Mais avant d'aborder l'intérêt d'une appropriation éventuelle de cette approche par les forestiers, il s'agit d'examiner plus en détail les objectifs à atteindre, la démarche proposée ainsi que les outils qu'elle exige.

LES OBJECTIFS

Les objectifs sont opérationnels : il s'agit, comme le dit P. CARON, de connaître pour agir. Les résultats attendus sont alors visuels, pragmatiques et fonctionnels. Ils doivent aider les habitants à réaliser une auto-analyse de leur territoire et des stratégies qu'ils mettent en œuvre pour y vivre (produire, transformer, vendre...), afin d'aboutir à des propositions d'actions réalisables avec des appuis techniques et financiers externes. Pour ce faire, les trois types d'activités et de produits suivants sont envisagés.

- Décrire et expliquer les diversités territoriales, en aidant les habitants à représenter, décrire et positionner sur un support cartographique leurs activités. Cette activité n'est pas statique mais essaye de prendre en compte, à partir de critères ou d'événements précis (construction ou abandon d'aménagements, mise en culture, sécheresse ou inondation...), les dynamiques en cours ainsi que les conséquences économiques, écologiques et sociales qui en découlent à court et à moyen termes. Cela se traduit par un bilan d'ensemble qui analyse la localisation et les causes des changements observés, tels que les mouvements démographiques liés à des « fronts pionniers » dans telle zone, la dégradation des activités et des échanges dus à une surexploitation des ressources ou à un abandon des infrastructures dans telle autre zone...

- Définir des projets locaux par unité de développement en exami-

nant, à partir du constat précédent, la diversité des objectifs et des stratégies mises en œuvre par les habitants, les problèmes posés à court et à long termes ainsi que les solutions que la population préconise pour y répondre. Il en découle la formulation d'hypothèses susceptibles d'orienter la gestion des ressources. Cet objectif donne aux multiples initiatives susceptibles de se manifester ultérieurement la possibilité de se concrétiser, par le biais de « fonds régionaux de développement » par exemple.

- Aider les partenaires concernés à décider et à planifier des interventions. Tout le travail précédent a pour but d'accumuler des informations qui permettent une gestion durable des hommes et des ressources sur un territoire. En termes opérationnels, il s'agit de planifier des actions de développement conçues avec et pour les habitants.

LA MÉTHODE

Souple, peu normative, testée dans des contextes écologiques, économiques et sociaux contrastés ainsi qu'à des échelles très différentes, la méthode est présentée, pour des raisons didactiques, sous la forme de quelques repères simples et parfois schématiques. Elle insiste sur la construction d'un dialogue fort entre plusieurs corps sociaux : la société civile avec ses acteurs locaux ; l'État ou les entreprises, avec leurs intervenants externes, qu'ils soient techniciens, chercheurs... Le moment clef de ce dialogue est le passage de synthèses concernant l'organisation du territoire, en grande partie élaborées par les acteurs locaux, à des objets géographiques localisés et représentés sur des supports cartographiques souples et mobiles, susceptibles d'être mis à jour : les unités de développement. Cette formalisation des connaissances populaires en vue de l'action n'est ce-

pendant pas réalisée au hasard. Au contraire, des repères précis permettent une bonne localisation des unités identifiées sur les supports cartographiques. C'est à partir de cette articulation entre le fonds cartographique proposé par les intervenants externes et les représentations mentales des décideurs locaux que peuvent, alors, s'exprimer : les stratégies des acteurs en présence (l'État, la région, les collectivités locales, les entreprises, les organisations professionnelles...), les intérêts qu'ils défendent, leurs alliances, leurs conflits ou leurs rapports de force ainsi que les compromis indispensables pour mettre en œuvre un programme d'actions concertées. Ce programme est accompagné de règles de gestion collectives et de contrôles, avec une gratification ou une sanction des contrevenants. Des négociations souvent difficiles caractérisent chacune de ces étapes. Mais c'est le prix indispensable à payer pour que le programme proposé soit collectivement crédible et réalisable.

Pour mener à bien ce travail, l'expérience nous a conduit à prendre en compte trois préoccupations principales. Ces préoccupations concernent d'abord la bonne maîtrise de la démarche. Mais celle-ci peut être considérée comme une simple interface technique, conduite de façon très souple par les partenaires, pour aborder ensuite le véritable débat que constituent les transformations des liens économiques et sociaux parfois tendus entre les gestionnaires, les usagers et les propriétaires du territoire. Son enjeu concerne notamment l'exploitation des ressources (eau, sols, forêts, gibier...), l'accès au marché et l'amélioration des conditions de vie... Le zonage à dire d'acteurs n'est donc pas neutre. Il met en jeu des conflits de pouvoirs et d'intérêts, plus ou moins convergents ou contradictoires, entre les acteurs. Enfin, en ar-

ticulation avec les deux préoccupations précédentes, seront examinés quelques outils susceptibles de clarifier les enjeux territoriaux et d'aider les acteurs à définir des règles de gestion collective.

L'INTERFACE TECHNIQUE

L'interface technique (figure 1) incite les partenaires à confronter leurs savoirs pour agir en s'appuyant sur des techniques éprouvées (CARON, 1997 ; CLOUET, 1998), telles que la représentation des dires d'acteurs, la confrontation des savoirs, la planification, la réalisation et le suivi des actions.

□ La représentation des dires d'acteurs

Bien entendu, toute la population ne participe pas au zonage, il s'agit d'abord d'avoir une vue d'ensemble de la situation avant d'en discuter avec l'ensemble des résidents (figure 1b). La première étape consiste donc à identifier des unités de développement (localisation, limites, activités, enjeux), grâce à une série d'entretiens avec des responsables locaux. Ces interlocuteurs sont choisis de façon à établir une complémentarité entre des personnes qui ont une connaissance générale du territoire et celles qui en ont une vision réduite mais plus approfondie. Quand les informations se recoupent, il est inutile de poursuivre cette première étape. Celle-ci varie d'ailleurs suivant les contextes et les difficultés rencontrées. Ainsi, en Tunisie, trois entretiens de deux heures ont suffi pour avoir une bonne idée de la situation d'un territoire de 3 000 km². En Polynésie, où la situation était beaucoup plus complexe, le travail a duré deux jours, pour une île de 1 000 km².

□ La confrontation des savoirs

A ce stade, les informations accumulées lors des entretiens avec les

responsables locaux présentent de nombreuses contradictions (figure 1c). Des questions sont posées. Les pistes de travail mises en évidence sont autant d'hypothèses qu'il s'agit de vérifier. Pour éviter de s'enfermer dans des impasses ou des discours de notables, il importe de structurer l'analyse sur des faits et des critères « objectifs ». Pour ce faire, trois dispositifs principaux sont mis en œuvre :

- Une mise en perspective des dires d'acteurs par une superposition et une synthèse des cartes temporaires issues des entretiens. Ce travail conduit à relativiser ce qu'a dit chaque acteur, à dégager les faits essentiels et les arguments qui les sous-tendent ainsi que des critères vérifiables. Cela conduit parfois à regrouper certaines unités, à mieux délimiter celles qui ne se superposent pas, à forcer le trait sur des activités limitées dans l'espace mais qui sont novatrices et porteuses de progrès comme la transformation du lait et de l'huile dans certains bourgs tunisiens.
- Des tours de terrain destinés à visualiser et comprendre ce que disent les acteurs locaux. Ces acteurs insistent sur les tendances en cours, autant celles qui sont révélatrices de problèmes (ruines, friches, abandons) que les projets (construction de pistes, de maisons). Ils précisent également les limites (sont-elles floues ou nettes, naturelles ou artificielles ?) entre les unités de développement.
- Des restitutions (figure 1d) aux différents groupes sociaux concernés. Ce retour de l'information à l'ensemble de la population a valeur de « feedback ». Non seulement les groupes qui ont pu être marginalisés peuvent s'exprimer et corriger de grossières erreurs d'analyse mais, surtout, à cette occasion, l'ensemble de la population peut commencer une véritable auto-analyse de sa situation, identifier ses atouts, les conflits en cours, les enjeux de pou-

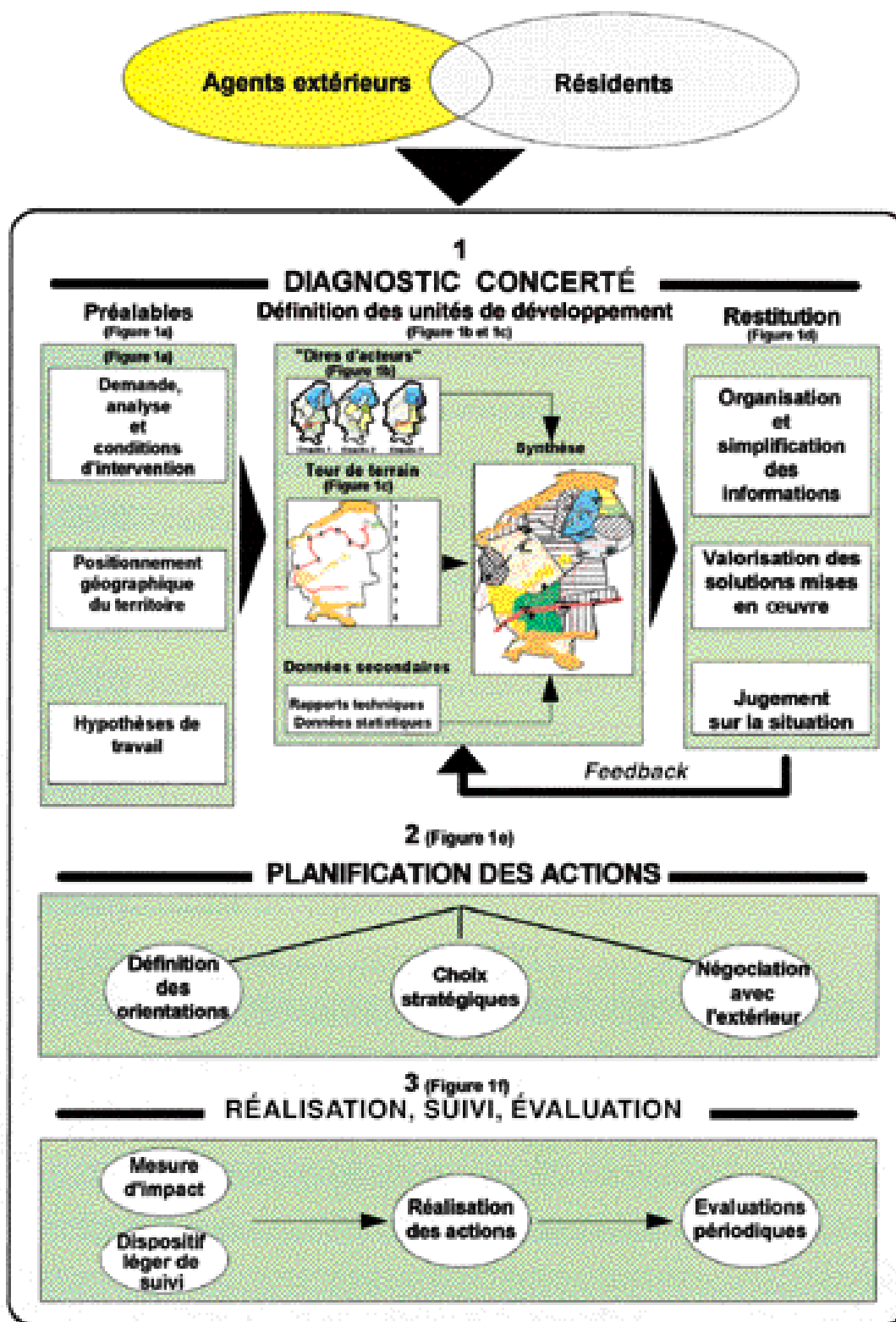


Figure 1. L'interface technique, depuis le diagnostic concerté jusqu'au suivi-évaluation.
 The technical interface, from joint diagnosis to follow-up and assessment.

voirs, la capacité de se mobiliser face aux contraintes essentielles vécues par tous. Il est évident que les contraintes les plus importantes ne sont pas toujours écologiques, mais souvent sociales et économiques, notamment dans les sociétés très hiérarchisées. Dans ces conditions, la neutralité des intervenants institutionnalisés s'impose, ce qui n'est pas toujours évident quand ceux-ci appartiennent à un groupe social (ethnique) marqué...

Un jugement (diagnostic), concerté entre les résidents locaux et les intervenants externes sur la situation du territoire, clôt ces travaux, tout en insistant sur les voies à explorer et les actions à programmer.

□ **La planification, la réalisation et le suivi des actions**

Enfin, une bonne identification des intérêts communs et des possibilités de compromis sur les points litigieux permet de hiérarchiser les propositions dans un plan de développe-

ment (figure 1e). Lors de cette étape, il importe également de définir les règles d'exécution et les contrôles qui rendront possibles les actions prévues. Cette planification décentralisée donne alors aux intéressés un cadre de négociation avec les partenaires extérieurs. Avant le démarrage du programme d'action (figure 1f), un dispositif léger de suivi, ciblé et participatif estime à court terme l'impact des actions. Une évaluation, correspondant à un temps fort du programme en fin de campagne ou de période de financement, permettra de corriger, si nécessaire, les actions engagées.

LA CONSTRUCTION DU DIALOGUE SOCIAL

La construction du dialogue social donne vie à l'interface technique précédente. L'objectif recherché est de renforcer les liens entre les partenaires, liens dont la qualité influence directement celle des résultats. Pour

ce faire, les conditions suivantes sont nécessaires :

- Le zonage émane d'une demande (figures 1a et 2a) issue, si possible, des acteurs locaux eux-mêmes. Cette demande une fois analysée (qui demande ? des notables, des groupes de pression organisés ; mais surtout qui ne demande pas ? des groupes marginalisés, leur importance et leurs raisons), donne lieu à une négociation préalable qui fixe les enjeux du débat et l'engagement des partenaires (modalités de travail, tâches des intervenants, conditions de réalisation de l'intervention, étapes et résultats du travail...). Cela évite les malentendus et permet au dialogue de débiter sur des bases sociales saines.
- Le zonage se réalise au sein d'un petit groupe de travail (figures 2a, 2b, 2c), qui intègre des interlocuteurs de différents corps sociaux. Ces interlocuteurs sont ouverts, capables de confronter des points différents, sans minimiser les enjeux

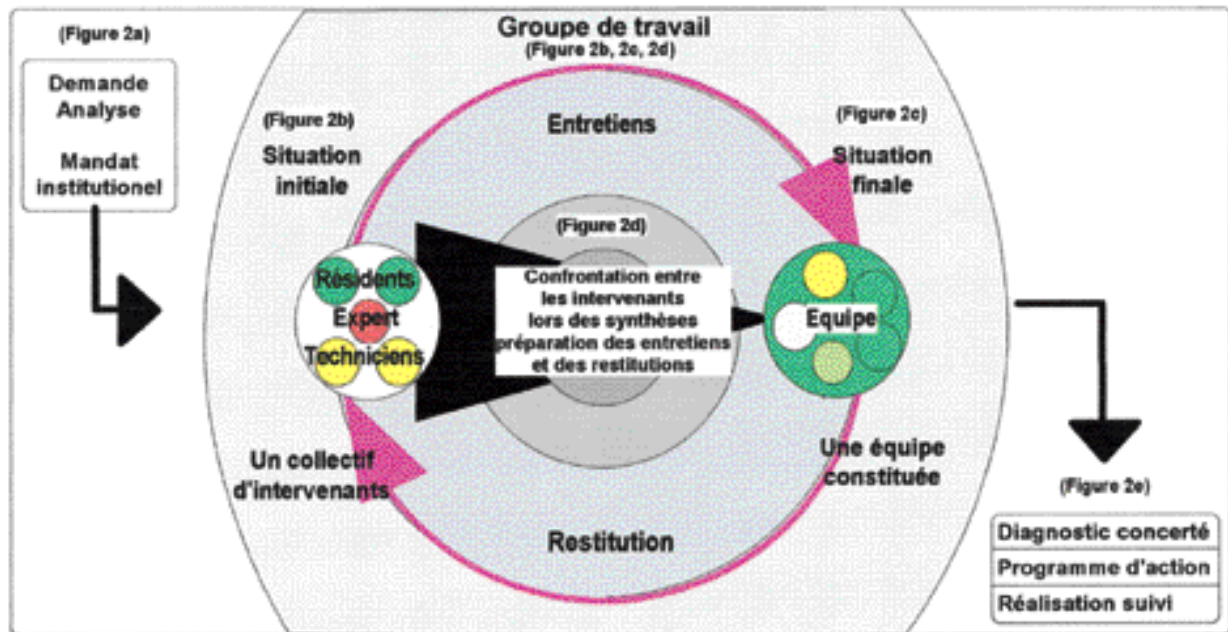


Figure 2. La construction du dialogue social. *Constructing the social dialogue.*

des institutions qui les mandatent. Les compétences techniques de ce groupe de travail ne sont pas les plus importantes. En revanche, leur capacité d'écoute mutuelle, leur crédibilité auprès de la population locale ainsi qu'auprès de leurs institutions est essentielle. Il est évident qu'une bonne capacité d'analyse et de synthèse et des techniques de communication sont indispensables. Les différences au sein du groupe sont essentielles, dans la mesure où elles reflètent les enjeux sociaux en présence. En Polynésie, au cours du zonage de l'île de Tubuaiï, les six partenaires concernés (un élu local, trois techniciens résidents, un chercheur et un expert) sont progressivement passés d'un collectif d'intervenants sans grande cohésion sociale (figure 2b) à une logique d'équipe (figure 2c), après des confrontations fortes entre les membres de cette équipe. Ces confrontations, qui intervenaient (figure 2d) lors des séances de synthèses, de la préparation des entretiens ou des restitutions, représentaient au sein de cette petite équipe un débat « en modèle réduit » très représentatif des tensions entre l'ensemble des corps sociaux en présence. Bien sûr, il ne s'agissait pas de « reconstruire le monde » mais, à partir d'un diagnostic concerté, d'établir un débat de plus grande envergure entre des institutions et des acteurs locaux (figure 2e) pour enterrer le diagnostic concerté, explorer une première esquisse de plan d'aménagement concernant les unités identifiées (lagon, littoral, marais).

UTILISATION DE TROIS TYPES D'OUTILS

L'utilisation des outils de représentation, de modélisation et de gestion complète les deux approches précédentes en clarifiant les enjeux territoriaux, les défis à relever et, si nécessaire, les nouvelles règles de gestion à promouvoir.

Les outils de représentation (figure 3a) décrivent à un moment donné les relations entre les activités humaines, les ressources disponibles et l'aménagement du territoire. Ainsi, en 1999, les activités de Tubuaiï découpent l'île en auréoles. Ces auréoles s'emboîtent avec le littoral. Le littoral concentre les services et les infrastructures (routes, école, port, commerce). On trouve ensuite : la zone d'agriculture vivrière (cocoteraie, élevage) et marchande (légumes, fleurs) ; deux auréoles vides, l'une en amont (sommets couverts de pins) et l'autre en aval (lagon). Ces outils, en intégrant les données secondaires sous la forme de graphiques et de schémas, donnent une vision des dynamiques des enjeux économiques, sociaux et écologiques. A Tubuaiï, l'exportation difficile de légumes (figure 3c) ne suffit pas à résorber le chômage et les blocages sociaux (figure 3d). La plupart des habitants restent dépendants de quelques agriculteurs installés (5 %) qui profitent des aides (70 %). Cela entraîne (figure 3b) une dégradation écologique (conquête des terres d'altitude, exploitation minière de l'humus des marais, pollution du lagon...).

Les outils de modélisation (figure 4), en simplifiant les représentations précédentes, transforment des situations spécifiques en modèles géographiques généraux. Tubuaiï (figure 4a) représente un modèle d'île tropicale (figure 4b), avec son littoral, sa zone productive, son port « sous le vent » (Mataura), point d'entrée dans l'île relié à un bourg « au vent » (Mahu). Cette modélisation permet :

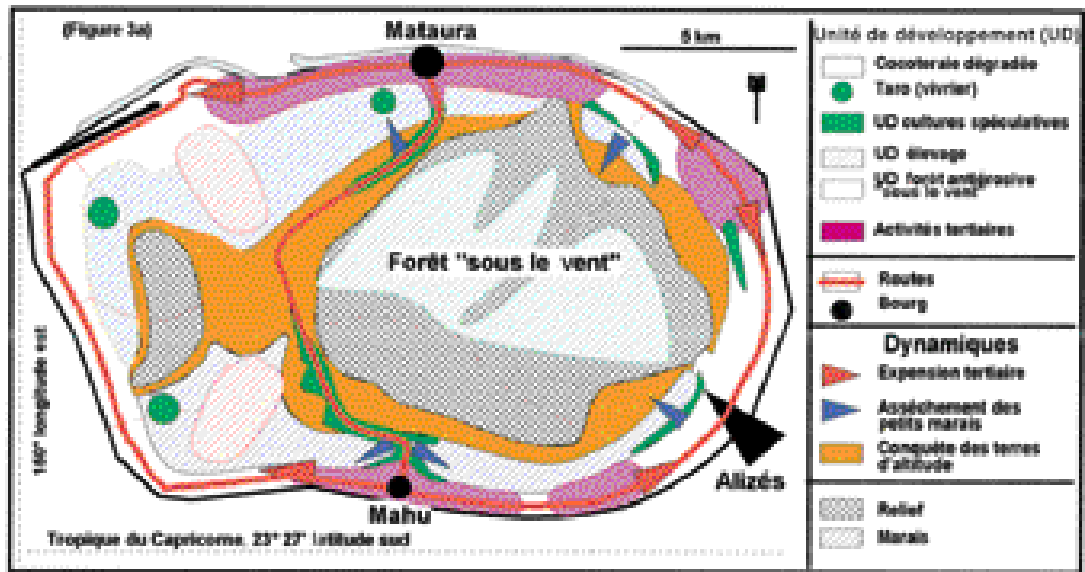
- l'élaboration de lois de construction et de fonctionnement (position, gravitation, distance, rupture) d'un territoire insulaire (figure 4c) ;
- la construction de scénarios d'évolution aidant les acteurs à identifier les choix possibles ;

- la réalisation de ce qui est possible. A Tubuaiï, cette simulation débouche sur une régulation de l'urbanisme, un contrôle de l'assèchement des marais, la conquête des terres en pente, la diminution de la pollution du lagon et une meilleure gestion de l'eau durant les sécheresses et les inondations.

Les outils de (co)gestion permettent aux acteurs résidents de mettre en cohérence les informations dont ils disposent pour définir de nouvelles règles de gestions individuelles et collectives des ressources, pour piloter, suivre et orienter les actions. Souvent assez simples, ces outils peuvent cependant atteindre une certaine sophistication selon la demande, les enjeux et l'importance des problèmes concernés. A Tubuaiï, l'élaboration de bases de données et de systèmes d'information géographique (SIG) relativement simples devrait aider les résidents à mieux contrôler les activités de production (gestion fine de l'humus, travail du sol, irrigation et lutte contre les inondations...) en prenant en compte la spécificité de chaque bassin versant (une quinzaine), des exploitations (plusieurs dizaines) et éventuellement des parcelles (plusieurs centaines).

LES PERSPECTIVES

Disposant maintenant de suffisamment d'informations techniques sur la méthode et les résultats qu'elle permet d'obtenir, le débat peut s'ouvrir sur les perspectives d'appropriation de cette démarche par la profession forestière. Cette démarche a largement fait ses preuves ailleurs. Le zonage à dire d'acteurs ne manque pas, en effet, d'atouts pour séduire la profession : il est opérationnel à court terme, capable de dégager des perspectives à long terme, tout en permettant les transitions nécessaires.



Données secondaires

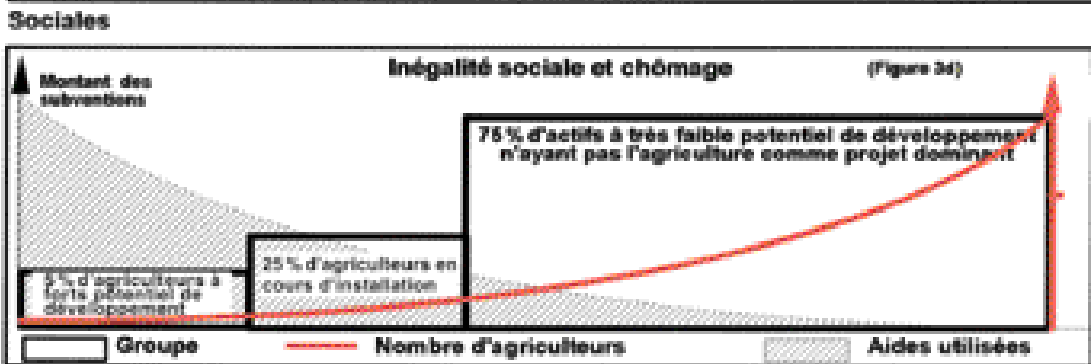
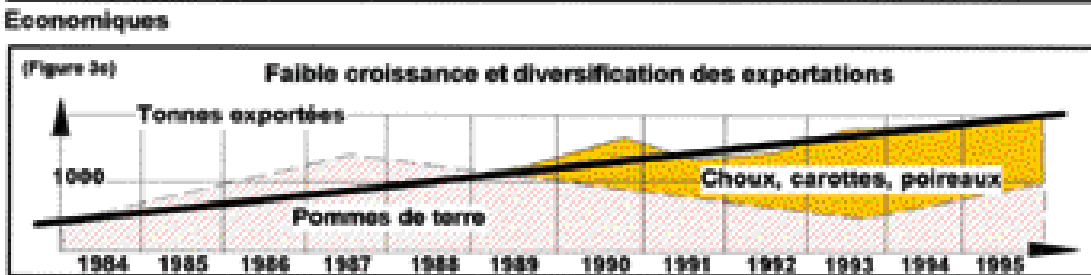
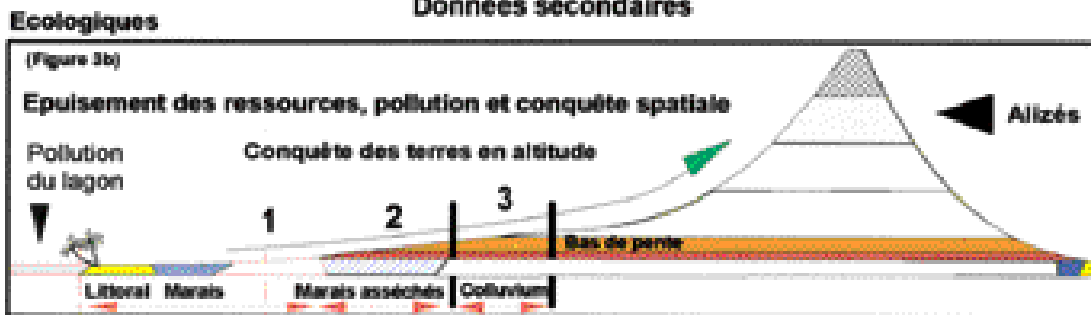


Figure 3. Les unités de développement de l'île de Tubuai (Polynésie).
Development units on the island of Tubuai (Polynesia).

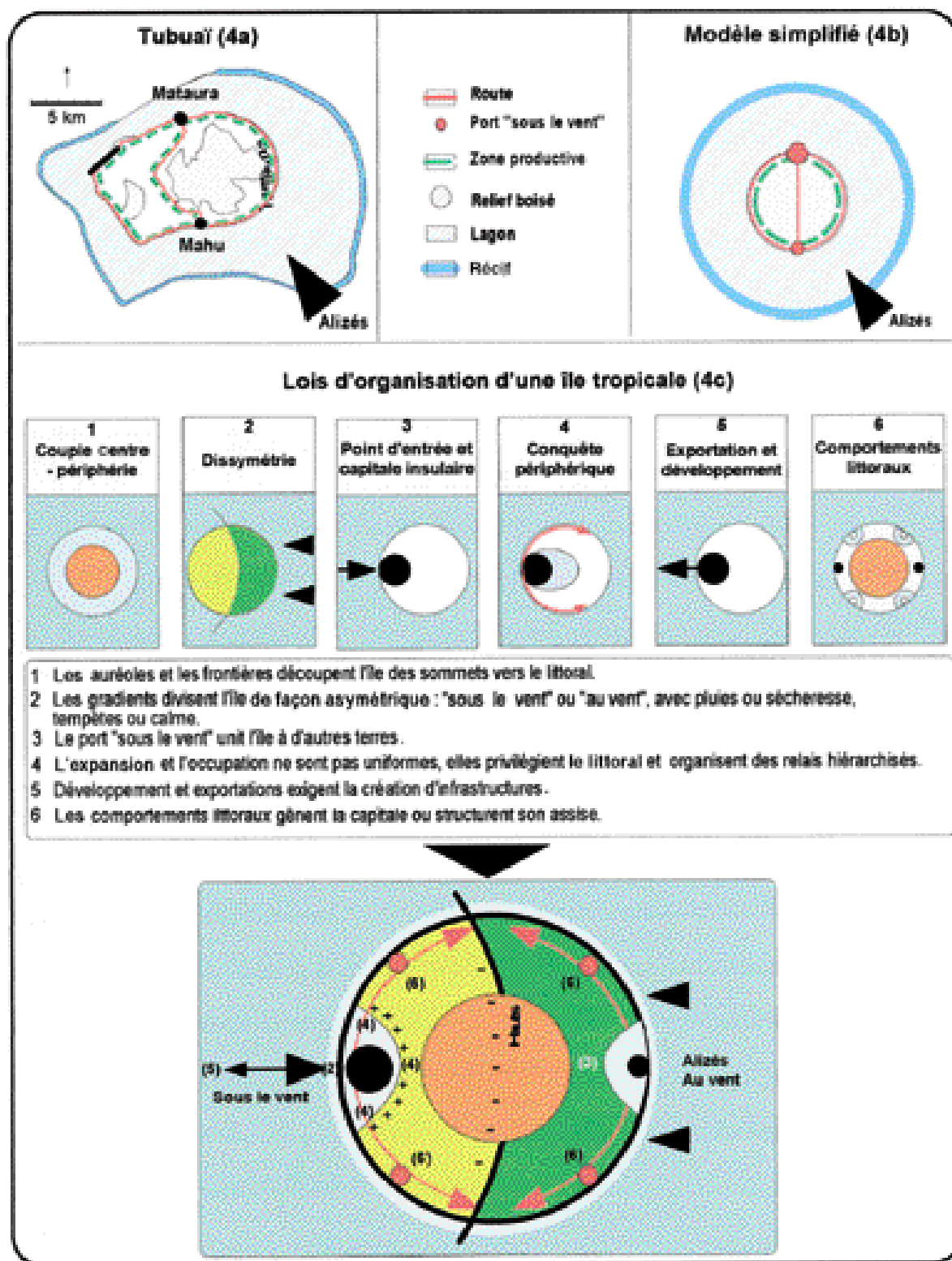


Figure 4. La modélisation géographique. D'après BRUNET, 1987.
Geographical modelling. According to BRUNET, 1987.

UNE GESTION OPTIMALE

Opérationnel, le zonage à dire d'acteurs devrait permettre, s'il était appliqué en foresterie, d'amplifier la création d'informations, l'échange des savoirs et le dialogue entre les forestiers et les résidents grâce à une démarche structurée. Structuré en trois temps – diagnostic, planification et suivi des actions –, le dialogue proposé a l'avantage de faire apparaître aussi bien les contraintes que les choix possibles entre les priorités établies par les résidents pour aménager les unités de développement et les conséquences écologiques, économiques et sociales qui peuvent en résulter à long terme.

Souples et efficaces, les outils proposés devraient également aider les forestiers à analyser en finesse les situations rencontrées sans pour autant se perdre dans les détails. Les outils de représentation et de modélisation permettent en effet de faire apparaître les lois d'organisation de l'espace, notamment forestier. Les outils de gestion offrent la possibilité de suivre et d'optimiser la réalisation des actions. Quoique innovants, la démarche et les outils ont cependant l'avantage d'avoir été, en grande partie, testés sur les approches-systèmes et la démarche recherche-action. Cet héritage spécifique de la zone francophone suit d'ailleurs les démarches lancées en zone anglophone (RRA : *rapid rural appraisal*, PRA : *participatory rural appraisal*, MARP : méthodes actives de recherche et de planification participatives...).

Localisées et adaptées à la diversité des situations rencontrées, les actions mises en œuvre dans chaque unité de développement sont susceptibles de répondre aux besoins spécifiques exprimés par les populations locales : production, mise en valeur des potentiels disponibles, meilleure utilisation des ressources (bois de feu, défrichage à des fins agricoles ou pastorales, chasse...), gestion des infrastructures, organisa-

tion des filières et dénouement des conflits fonciers... Les choix d'intervention ne visent donc pas seulement des résultats techniques ou économiques, ils prennent en compte également les difficultés d'organisation que les sociétés locales rencontrent.

Responsabilisés et valorisés par une formalisation de leur savoir et un renforcement de leur capacité d'analyse et d'action, les résidents s'expriment, décident et s'impliquent dans la gestion du territoire. Ce faisant, ils abordent avec plus d'autonomie le désengagement des États. Le zonage à dire d'acteurs suscite également un changement d'attitude des intervenants externes, qui deviennent des facilitateurs susceptibles de stimuler les débats de la société civile.

En focalisant l'attention sur les situations locales et régionales, le zonage à dire d'acteurs peut donc aider les intervenants externes, notamment les forestiers, à trouver avec les populations concernées des solutions adaptées à la diversité des problèmes rencontrés.

UNE GESTION GLOBALE ET DURABLE

Le zonage à dire d'acteurs, fondé sur le dialogue entre partenaires, ne se limite pas cependant à la stricte mise en valeur des savoirs populaires et à la recherche de solutions locales et efficaces à court terme. Il suppose également que les intervenants externes aident les populations locales à prendre du recul et à explorer les conséquences à long terme.

Une fois les situations urgentes réglées, peuvent et doivent en effet être abordées des préoccupations plus globales, plus prospectives, et plus soucieuses de « durabilité » à long terme que la simple gestion du quotidien. Ce nécessaire changement d'échelle dans le temps et dans l'espace génère des conceptions d'aménagement du territoire et des problématiques forestières différen-

tes suivant la pression démographique et les choix de développement. Schématiquement, le zonage à dire d'acteurs peut s'inscrire entre deux situations extrêmes entre lesquelles se placent des contextes très divers. On distingue : une utilisation multi-usage de la forêt au Sud ; une gestion écologique du patrimoine forestier au Nord.

□ Une utilisation multi-usage de la forêt au Sud

Au Sud, si les forêts sont encore l'habitat permanent de certains groupes ethniques – Pygmées en Afrique, Indiens en Amazonie, qui y vivent depuis des millénaires sans remettre en cause sa durabilité –, elles sont aussi partout menacées par la progression de sociétés locales périphériques. Dans ces conditions, le zonage à dire d'acteurs mettra l'accent sur la production et plus précisément sur la diversité des usages des massifs forestiers. Ces massifs procurent en effet combustible et matériaux de construction, fruits et gibier, abri et ressources foncières... Les stratégies que les intervenants externes auront à mettre en œuvre avec l'accord des populations locales serviront à établir des règles d'usage. Ces règles éviteront que les massifs forestiers soient exploités sans discernement, dégradés ou détruits, à force d'exploitations et qu'ils soient remplacés par d'immenses étendues de formations secondaires parfois stériles...

□ Une gestion écologique du patrimoine forestier au Nord

Les sociétés modernes, quant à elles, demandent à la forêt d'autres services que la production ligneuse. En effet, quand la densité de population augmente au point d'atteindre 500 hab/km², quand l'industrialisation se développe et qu'il y a dix fois plus de citoyens que de ruraux, quand un jour sur trois est destiné aux loisirs, quand les déplacements s'accroissent, quand la consumma-

tion d'eau devient très élevée et que la pollution de l'air est menaçante (jusqu'à 2 t de poussière au km²/an dans certaines zones), la durabilité des massifs forestiers prend une toute autre forme que dans les régions tropicales. Face à la diversité de ces problèmes, spécifiques aux massifs forestiers tempérés densément peuplés et souvent aménagés, le zonage à dire d'acteurs aidera à formuler des stratégies forestières, en accord avec les populations locales. Ces stratégies concernent la régularisation de l'écoulement des eaux de sur-

face, l'épuration de l'air dans les secteurs à atmosphère polluée, l'installation de rideaux brise-vent dans les plaines cultivées, de rideaux contre le bruit. La forêt fournit en outre de nombreux emplois et services. Enfin, sachant qu'une partie des loisirs se passe dans les cadres sylvestres garantissant de l'isolement, la forêt reste une source féconde d'éducation scientifique, lorsqu'elle est utilisée dans le respect de certaines règles, un modèle d'esthétique, un lieu capable de garantir ou de rendre l'équilibre psychique à de nombreux citoyens.

EXPLORATION ET MAÎTRISE DES TRANSITIONS

En insistant sur les dynamiques en cours au niveau local telles que les populations concernées les perçoivent et en ayant le souci de replacer ces évolutions dans un contexte plus général, dans l'espace et dans le temps, le zonage à dire d'acteurs ne fixe pas les unités de développement dans des limites et des fonctionnements figés (figure 5). Bien au contraire, il permet d'aborder par exemple l'aire de rayonnement d'un

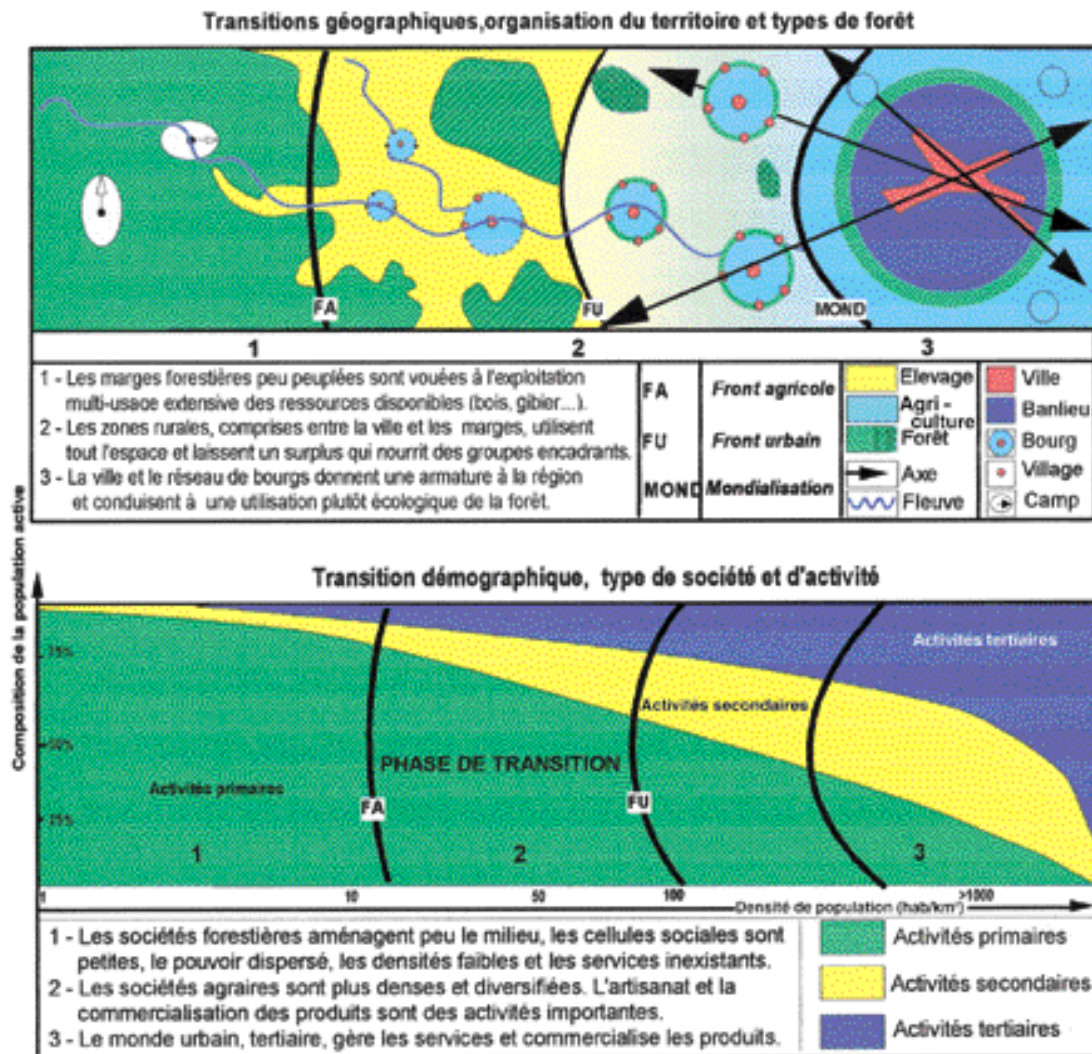


Figure 5. Schéma de synthèse d'une succession d'espaces et d'activités emboîtés. *Recapitulatory diagram of a series of interlocked spaces and activities.*

problème, les évolutions, les ruptures ou les transitions en cours. Il met l'accent sur les acteurs qui les génèrent ou les subissent ainsi que sur les objets géographiques qui les matérialisent (voie de communication, bourg marchand, centre industriel, bassin de collecte...). Parmi les nombreuses orientations que suggère ce type de zonage, à la fois dynamique et prospectif, nous ne retiendrons que les trois suivantes, qui nous semblent particulièrement intéressantes.

- **Les transitions géographiques, démographiques et les types d'activité.** Le zonage à dire d'acteurs permet d'identifier les relations dynamiques et les ruptures entre les marges forestières peu peuplées – composées de nombreuses petites cellules sociales dispersées vivant de cueillette et de chasse (activité primaire) – et leurs périphéries agricoles plus denses avec leurs terroirs organisés, où l'artisanat (activité secondaire) et la commercialisation (activité tertiaire) sont importants. Le zonage à dire d'acteurs permet également d'examiner comment ces activités sont reliées par un réseau de villages et de bourgs au monde urbain, qui vit de services tournés vers l'importation de produits (filiales) et la distribution d'informations, de services et de produits.

- **Les transitions économiques, les fronts pionniers agricoles et urbains.** Le zonage à dire d'acteur incite également les différents partenaires à examiner : comment se transforme dans le temps et dans l'espace le territoire pris en compte ; comment s'organisent, s'amplifient ou régressent les flux commerciaux, démographiques et financiers, comme la pénétration des colons le long des routes transamazoniennes au Brésil (front pionnier) ou l'arrivée du tourisme avec la création d'hôtels et de résidences dans l'île de Tubuaï en Polynésie (front urbain).

- **Les transitions sociales et institutionnelles.** En structurant le dialogue

entre les populations locales et les intervenants externes, le zonage à dire d'acteurs aide également à comprendre et à gérer la décentralisation des pouvoirs de l'État et des entreprises, qui étaient jusqu'alors centralisés dans les villes. Plusieurs questions se posent : cette décentralisation atteint-elle les périphéries rurales ? Les marges forestières sont-elles touchées par la création de nouveaux partenariats institutionnels ? Les transferts fiscaux et techniques sont-ils suffisants pour la gestion correcte des infrastructures et des services ? En un mot, comment et où se met en place une société civile mieux organisée et plus responsable face à l'État et au secteur entrepreneurial.

Ces transitions ne se situent pas au hasard dans l'espace et dans le temps (figure 5). Elles s'organisent suivant une trame plus ou moins continue et interactive, où l'on retrouve successivement la forêt, les pâturages, les champs, les jardins et enfin les bâtiments des villes. De grandes séquences paysagères s'organisent sur plusieurs milliers de kilomètres comme, par exemple, depuis la côte jusqu'au cœur de la forêt brésilienne ou plus modestement, comme nous l'avons vu, sur les quelques kilomètres où s'emboîtent les auréoles de l'île de Tubuaï. Chacune de ces séries reflète une succession de mise en valeur, dont l'évolution est plus ou moins rapide en fonction de l'intensité des pressions socio-économiques sur les ressources écologiques.

CONCLUSION

Issu d'une longue tradition d'interventions en milieu rural, le zonage à dire d'acteurs est une démarche opérationnelle qui permet d'identifier, de planifier et de localiser les thèmes de recherche et d'action diversifiés, pertinents et bien adaptés aux situations locales ou régionales.

En partant du territoire et de sa diversité telle que la voient les acteurs qui y interviennent, principalement ceux qui y résident, ce zonage valorise le « savoir » et donne aux acteurs les moyens de mieux prendre acte de ses atouts et de ses faiblesses afin de mieux le gérer. Dans un contexte de désengagement des États, il renforce l'autonomie et la capacité de négociation de la société civile face aux intervenants externes, qui ont longtemps été les principaux détenteurs du savoir et du pouvoir d'agir en milieu rural.

Comme nous l'avons souligné, le zonage à dire d'acteurs – avec les concepts, les méthodes et les outils qu'il propose – ne prétend pas résoudre tous les problèmes posés pendant des années d'expérience, plus ou moins heureuses, en matière de développement rural et d'aménagement du territoire. La démarche proposée et les perspectives qui s'ouvrent donnent quelques repères et des voies à explorer qui concernent un chantier beaucoup plus vaste, dont on peut rappeler quelques grandes lignes.

Un processus en construction. Le zonage à dire d'acteurs est une démarche ouverte. Cette démarche est structurée, certes, mais elle se présente d'avantage comme une trame méthodologique en construction, qui accompagne les changements inhérents au monde rural actuel. Son défi n'est pas simplement d'aider ou d'assister les acteurs résidents, mais de conforter sur le long terme leur autonomie d'analyse et leur capacité de décision et de négociation.

Une capacité de recul et d'adaptation. Mêmes si elles se sont développées à partir d'expériences pratiques de terrain, ces méthodes sont lentes et difficiles. Elles reposent sur des bases théoriques développées par la recherche-action, l'approche-système et les méthodes participa-



tives. La souplesse et la capacité de modifier le déroulement de l'intervention exigent un certain recul, bien loin d'un processus mécanique qui conférerait automatiquement un savoir-faire aux intervenants et une forte capacité de décision aux populations concernées. Comme la « durabilité », la méthode variera avec le temps. Elle préconise des moyens valables dans le contexte actuel et ne saurait être présentée comme un système universel.

Une maîtrise technique et sociale souvent longue à acquérir. Mis en œuvre dans des institutions et des pays très divers (Nordeste au Brésil, Palestine, Tunisie centrale, Polynésie française et Afrique du Sud), et à

des échelles allant de quelques centaines à plusieurs milliers de kilomètres carrés, le zonage à dire d'acteurs a donné des résultats intéressants. Mais ces interventions se sont réalisées dans le cadre de la formation et de l'information entre les promoteurs et les futurs utilisateurs de la méthode. Les difficultés rencontrées par une première vague de praticiens amenés à tester de façon autonome la démarche montrent le chemin à parcourir pour qu'ils se l'approprient, en aient une bonne maîtrise et en développent toutes les potentialités...

Compte tenu des atouts mais aussi des exigences que représente un tel zonage, les forestiers se laisseront-

ils séduire ? Le défi à relever est intéressant mais de taille pour permettre aux communautés locales de mieux gérer les massifs forestiers, avec l'appui des chercheurs et des agents du développement, dans le cadre des dynamiques en cours de décentralisation des fonctions et des actions des gouvernements.

► Yves CLOUET

CIRAD-TERA, programme espaces et ressources
Campus international de Baillarguet
34398 MONTPELLIER Cedex 5
France

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALBALADEJO C., 1987.

Diagnostic des dynamiques locales d'un système agraire et aide à l'intervention sur le front de la colonisation spontanée en Amérique du sud. Cahiers de la Recherche Développement 13 : 12-20.

BILLAZ R., DIAWARA Y., 1981.

Enquête en milieu rural sahélien. Paris, France, PUF, Collection techniques vivantes, 200 p.

BRUNET R., 1987.

La carte, mode d'emploi. Paris, France, Fayard-Reclus, 270 p.

CARON P., 1997.

Le zonage régional à dire d'acteurs. Connaître, représenter, planifier et agir : une méthodologie expérimentée dans le Nordeste du Brésil, 12 p. In : Quelle géographie au Cirad ? Clouet Y., Tonneau J.P.,

Séminaire de géographie 1995-1996, document de travail du CIRAD-SAR n° 10.

CAVALIE J., PILOT D., DE RAYNAL V., 1983.

Recherche-formation-développement : le zonage de la plaine d'Aquin (Haïti). Cahiers de la Recherche Développement 2 : 4-13.

CLOUET Y., 1998.

Le zonage à dire d'acteurs. Guide méthodologique (Tome 1 : diagnostic), l'exemple de la délégation de Memzel Bouzayenne dans le Gouvernorat de Sidi Bouzid en Tunisie centrale. CIRAD-TERA 50/98, 33 p., 10 figures.

CLOUET Y., BARON V., 1998.

Une approche des systèmes agraires insulaires par « zonage à dire d'acteurs ». Ile de Tubuai, Archipel des australes en Polynésie française. CIRAD-TERA 85/98, 48 p., 30 figures.

GUIGT I., VAN VELDHUIZEN L., 1998.

Quels outils pour l'agriculture durable ? Analyse comparée des méthodes participatives. IIED, dossier n° 79, 36 p.

JOUVE P., DAVID D., 1985.

Diversité spatiale et évolution de l'agriculture et de l'élevage dans la région de Maradi, au Niger. Cahiers de la Recherche Développement 7 : 54-64.

MERCOIRET M.R. (Coord.), 1992.

L'appui aux producteurs. CIRAD-Sar, ministère de la coopération, 432 p.

PÉNELON A., MENDOUGA L., KARSENTY A., 1998.

L'identification des finages villageois en zone forestière. Justification, analyse et guide méthodologique. Série FORAFRI, CIRAD, CIFOR, ministère de la coopération, 30 p.

R É S U M É

LE ZONAGE À DIRE D'ACTEURS

Méthode et perspectives

La méthode de zonage proposée s'appuie sur les connaissances que les acteurs locaux et régionaux ont de leur territoire. Il s'agit de formaliser ces connaissances afin de créer les meilleures conditions pour un débat sur la gestion collective et l'aménagement concerté des massifs forestiers. La méthode insiste sur la construction d'un dialogue entre les partenaires, afin d'intégrer les préoccupations souvent immédiates des populations locales ainsi que les exigences de durabilité des intervenants externes (qui apportent leur appui technique et financier). Un véritable débat s'instaure sur les transformations des liens économiques et sociaux. Les agents impliqués dans le développement peuvent aider plus efficacement les communautés locales à mieux gérer les massifs forestiers dans le cadre du désengagement actuel des États, à court terme, et avec le souci des générations à venir. Ce dialogue est profitable aussi bien aux pays du Sud, pour une meilleure utilisation des massifs forestiers, qu'à ceux du Nord pour répondre à des préoccupations écologiques.

Mots-clés : zonage, diagnostic, modélisation géographique, planification, approche participative, savoir populaire.

A B S T R A C T

ZONING ACCORDING TO THOSE CONCERNED

Method and prospects

The zoning method proposed is based on the knowledge that local and regional persons concerned have of their area. It involves formalizing this knowledge, so as to create the best conditions for a discussion about the collective management and joint development of forests. The method emphasizes the construction of a dialogue between partners in order to encompass the often immediate concerns of local people as well as the sustainability requirements of those externally involved, who contribute their technical and financial backing. A proper debate is introduced about the changes occurring in economic and social connections. The people involved in development may more effectively help local communities to better manage forested areas as part of the current disengagement and withdrawal of Governments, in the short term, and with a concerned eye on future generations. This dialogue benefits countries in the South, for a better use of forests, as much as it does those in the North, for environmental concerns.

Key words : zoning, diagnosis, geographical modelling, planning, participatory approach, local knowledge.

R E S U M E N

LA ZONIFICACIÓN SEGÚN LOS AGENTES

Método y perspectivas

Se propone un método de zonificación basado en los conocimientos que poseen de su territorio los agentes locales y regionales. Se trata de formalizar dichos conocimientos con el fin de crear las mejores condiciones para un debate sobre el manejo colectivo y la ordenación concertada de los macizos. El método hace hincapié en la construcción de un diálogo entre colaboradores para integrar las preocupaciones, a menudo perentorias, de las poblaciones locales y las exigencias de sostenibilidad de los participantes externos que proporcionan su apoyo técnico y financiero. Se establece un auténtico debate acerca de las transformaciones de los vínculos socioeconómicos. Los agentes implicados en el desarrollo pueden ayudar más eficazmente las comunidades locales a dirigir mejor los macizos forestales dentro del contexto de inhibición actual de los estados, a corto plazo, y preocupándose por las generaciones venideras. Este diálogo es tan provechoso para los países del sur, para una mejor utilización de los macizos boscosos, como para los del norte por razones ecológicas.

Palabras clave : zonificación, diagnóstico, elaboración de modelos geográficos, planificación, aproximación participativa, saber popular.

SYNOPSIS

ZONING ACCORDING TO THOSE CONCERNED

Method and prospects

YVES CLOUET

A zoning method, formalizing the knowledge that local and regional people have of their area is proposed. The approach is not restricted to describing situations, but is more intended as being operational. It involves having knowledge in order to conceive, plan and follow up development and research programmes adapted to better forest management. To do this, the approach is based on what those involved (producers, technicians, merchants, local and regional officials, etc) "say and want". In relation to strategies developed by them and interests that they defend, these persons have already mentally constructed the territory in which they operate, as it happens, here, forests. It is thus a question of formalizing these mental representations in order to create the conditions for a debate focusing on the collective management and joint development of these forests. Secondary data (inventories and bibliographical and cartographic documents) round off this structure.

THE METHOD

This formalization of "local" knowledge, with a view to taking action, is not undertaken haphazardly, however. On the contrary, precise references make it possible to properly locate the units identified on maps. It is on the basis of this articulation between the cartographic content proposed by external parties and the mental representations of local decision-makers, that the strategies of the parties present can then be expressed (the State, the region, local authorities, companies, professional organizations), as well as the interests they defend, their alliances, their disputes and power plays, not forgetting the compromises that are vital for implementing a programme of joint activities. This programme goes hand in hand with collective management rules and monitoring, with bonuses, or penalties for offenders. Often tricky negotiations hallmark each one of these phases. But this is the crucial price to be paid if the programme proposed is to be comprehensively credible and achievable.

THE TOOLS

In order to complete the above approach, three types of tools are preferred: tools for representation, modelling and management. Combined together on a complementary basis, they make it possible to shed light on the territorial stakes, the challenges to be met, and, if necessary, the new management rules to be promoted. More precisely, the representations (fig. 3) describe, at a given moment, the relationships between human activities, available resources, and land management and development. By simplifying the above representations, the models (fig. 4) transform specific situations into general geographical models. They also help to define one or two operational laws (position, gravitation, distance, rupture) of a territory as well as the construction of development scenarios to help those involved to identify the possible choices, and what may possibly become real. Lastly, the tools of (joint) management enable resident parties to coherently pool the information at their disposal, in order to define new individual and collective resource management rules, to pilot, monitor and direct programmes.

THE RESULTS EXPECTED

In order to include the often immediate concerns of local people within the sustainability requirements of external parties (who contribute their technical and financial backing), the method stresses the construction of a dialogue between the various partners. A prepared and organized dialogue helps to get beyond mere methodological considerations. It introduces a proper debate about the changes occurring in economic and social connections. At times, relations between managers, users and land owners are tense. Whatever the country, this dialogue invariably bears fruit:

- in the South, to permit a multi-user use of forests, in particular harvesting firewood and

construction timber, planting, gathering and hunting;

- in the North, to respond to more environmental concerns, and in particular to deal with surface water runoff, protect certain forests so that they can play an air-purifying role in areas where the atmosphere is polluted, construct shelter-belts in cultivated lowland areas against wind erosion...

These two situations are, moreover, somewhat archetypal and between these two extremes there are many transitional situations which zoning based on the views of those involved intends to explore. There are thus three particular areas:

- Geographical and demographic transitions which underscore the breaks between sparsely populated forest edges, consisting of lots of small, scattered social units, living from gathering and hunting (primary activity), and their denser peripheral farmland;
- Economic transitions, which look closely at how commercial and financial movements are organized, and how they ebb and flow;
- Social and institutional transitions concerned with understanding how decentralization from the power of the State and the intervention of companies can be achieved at local level.

This exploratory track is attractive but demanding. It does not suffer from anything half-baked or from mechanical repetition. If certain foresters are keen to become involved in it, they will find a major challenge to be met. Nevertheless, the advantages expected are considerable and should help those involved in development to offer more effective help to local communities to better manage their forests as part of the short-term withdrawal and disengagement of State Governments, with a keen eye, too, on future generations.